

LA LETTRE ECO

N°159

26 décembre 2015



SOMMAIRE DE LA LETTRE N°159

Le Coin des Epargnants

- Vive la trêve des confiseurs

Si vous étiez absent cette semaine...

- Les Français épargnent et oublient de consommer
- Chômage, une année à oublier
- La Russie n'est pas sortie du tunnel

Le Coin de la Conjoncture

- 2015, beaucoup d'espairs et quelques déceptions...
- Et en 2016, petit panorama des risques !

Le Coin des Tendances

- A quoi pensent les designers de la sphère du virtuel
- Les « digital native » et les « streaming native » ont pris le pouvoir

La semaine économique et financière

LE COIN DES EPARGNANTS

Le tableau financier de la semaine

	Résultats 25 décembre 2015	Evolution Sur la semaine	Résultats 31 déc. 2014
CAC 40	4 663	+0,01 %	4 272
Dow Jones	17 552	+2,47 %	17 823
Nasdaq	5 048	+2,5 %	4 777
Daxx Allemand	10 727	+1,12 %	9 805
Footsie	6 254	+3,33 %	6 566
Euro Stoxx 50	3 108	+1,27 %	2 990
Nikkei	18 769	-1,15 %	17 450
Taux de l'OAT France à 10 ans (24 déc.)	0,999 %	0,894 %	0,8370 %
Taux du Bund allemand à 10 ans (24 déc.)	0,625 %	0,549 %	0,541 %
Taux du Trésor US à 10 ans (24 déc.)	2,245 %	2,201 %	2,17 %
Cours de l'euro / dollars (25 déc. 11 heures)	1,0947	+0,95 %	1,2106
Cours de l'once d'or en dollars (24 déc.)	1075	+1,24 %	1 187
Cours du baril de pétrole Brent en dollars (24 déc.)	37,890	+0,85 %	57,54

Vive la trêve des confiseurs

L'année 2015 aura mis les nerfs des investisseurs et des épargnants à dure épreuve, du moins en ce qui concerne les marchés actions, avec un début d'année au canon auquel a succédé un yoyo. Avant même Noël, les investisseurs ont décidé de prendre leurs quartiers d'hiver même si le pétrole continue de les inquiéter. Cette semaine écourtée a été marquée par un ralentissement des échanges sur les marchés. Les places européennes et américaines ont été globalement bien orientées. Le Nasdaq a terminé, cette petite semaine, au-dessus de la barre des 5000 points. Les bons résultats économiques américains expliquent ce regain de forme. Certes, les commandes de biens durables ont stagné en novembre mais les experts attendaient un recul de 0,6 %. Par ailleurs, la consommation des ménages américains a progressé de 0,3 % en novembre. Enfin, l'indice de confiance du consommateur selon l'Université du Michigan s'établit à 92,6 points en données définitives de décembre, au-delà des 92 points anticipés.

SI VOUS ETIEZ ABSENT CETTE SEMAINE

Les Français épargnent et oublient de consommer

Un taux d'épargne en forte hausse

Le taux d'épargne des ménages a fortement progressé au 3^{ème} trimestre en s'élevant à 15,5 % du revenu disponible brut contre 15 % au 2^{ème} trimestre.

Les ménages ont décidé d'augmenter leur effort d'épargne et de mettre en réserve une partie des gains de pouvoir d'achat que génèrent la baisse des prix de l'énergie et la diminution de la pression fiscale.

Le revenu disponible brut (RDB) des ménages a, en effet, progressé au 3^{ème} trimestre de +0,7 % après +0,2 % au 2^{ème} trimestre. La masse salariale reçue par les ménages croît davantage qu'au trimestre précédent avec une hausse de 0,4 % après +0,2 %. Le salaire moyen par tête versé par les sociétés non financières a augmenté de 0,3 % contre une stagnation au 2^{ème} trimestre.

Les prestations sociales en espèces augmentent également de 0,3 % après +0,2 % au 2^{ème} trimestre tandis que les impôts sur le revenu et le patrimoine diminuent de 2 % au 3^{ème} trimestre contre une hausse de 0,4 % au 2^{ème}.

Une consommation en berne

Le mois de novembre a été marqué par le plus fort recul des dépenses de consommation des ménages depuis le mois de janvier 2014. La baisse a été de 1,1 % en volume. Elle fait suite à la contraction de 0,2 % du mois d'octobre. Cette nouvelle baisse provient principalement de la chute de la consommation d'énergie (-5,6 %) et du net recul des dépenses d'habillement (-4,7 %). Les attentats ont pu également provoquer un report de certaines dépenses sur le mois de décembre.

L'industrie à la peine du fait des exportations

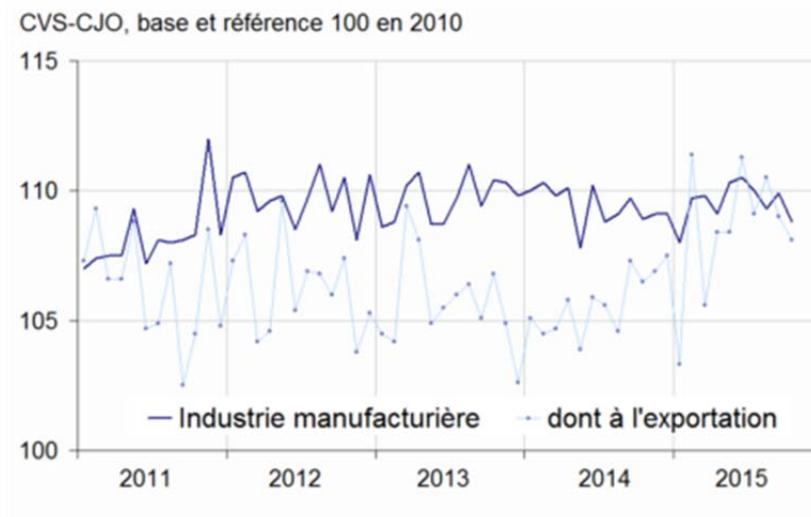
Au mois d'octobre, le chiffre d'affaires des entreprises de l'industrie manufacturière s'est contracté de 1,0 % après avoir progressé de 0,6 % en septembre. L'industrie française souffre à l'exportation avec un nouveau recul de 0,8 % au mois d'octobre qui fait suite à une contraction de 1,4 % au mois de septembre. Le ralentissement du commerce international et la concurrence accrue des pays de l'Europe du Sud handicapent les entreprises françaises.

Sur l'ensemble de l'industrie, le chiffre d'affaires a diminué de 1,0 % après une progression en septembre de 0,4 %. Au cours des trois derniers mois, le bilan est mauvais avec un recul de 0,8 % pour l'industrie manufacturière et de 0,7 % pour l'ensemble de l'industrie.

Du fait de la baisse des prix de l'énergie, le secteur de la cokéfaction et raffinage enregistre une forte baisse de son chiffre d'affaires, -8 % sur trois mois. Les matériels de transport (-1,1 %), malgré une hausse dans l'automobile (+1,8 %) sont également à la peine.

Sur un an, le chiffre d'affaires dans l'industrie manufacturière. Il est néanmoins en léger progrès pour l'ensemble de l'industrie (+0,4 %), porté par les industries extractives, énergie eau, déchets et dépollution (+2,5 %). Sur cette période, le chiffre d'affaires chute dans la cokéfaction et raffinage (-20,6 %). Il recule également dans les autres industries (-0,7 %).

Le chiffre d'affaires dans l'industrie manufacturière



Source : Insee

Chômage, une année de plus à oublier

Après le très mauvais mois d'octobre, le nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A) s'est légèrement contracté de 0,4 % au mois de novembre pour s'établir à 3 574 800. Sur un an, il progresse néanmoins de 2,5 % (88 000 demandeurs d'emploi de plus).

Si grâce aux contrats aidés, la situation s'améliore pour les jeunes actifs, en revanche, le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans progresse rapidement. Sur un an, ce dernier augmente de 8,4 % (+0,2 % en novembre). La France compte désormais plus de 886 000 personnes de plus de 50 ans qui sont demandeurs d'emploi (catégorie A).

Toutes catégories confondues, le chômage progresse de 0,1 % en novembre et de 5,1 % sur un an. Le nombre de demandeurs d'emploi (catégories A, B, C) est, de ce fait, de 5,442 millions contre 5,180 millions au mois de novembre 2014.

Une ancienneté de plus en plus problématique

Au mois de novembre 45 % des demandeurs d'emploi (catégories A, B, C) sont inscrits à Pôle Emploi depuis plus d'un an contre 43 % au mois de novembre de l'année dernière. L'ancienneté moyenne du chômage est passée de 568 jours à 570 d'octobre à novembre. Elle a progressé de 32 jours en un an.

Une croissance qui reste trop faible pour permettre la création d'emplois

Le taux de croissance attendu pour le dernier trimestre devrait être de 0,2 %. En 2015, la croissance devrait être de 1,1 % ce qui reste insuffisant pour contenir la progression de la population active, il faudrait au minimum 1,5 à 1,8 % de croissance.

Avant même le résultat du mois de décembre, l'année 2015 a donc déçu en matière d'emploi. Malgré une combinaison exceptionnelle, un pétrole pas cher, des taux bas, un euro faible, une moindre rigueur budgétaire, la croissance est restée relativement faible. La sortie d'un cycle de trois ans de stagnation s'avère plus difficile que prévu. La faiblesse de l'investissement, du fait de surcapacités de production et l'amélioration encore trop ténue du taux de marge des entreprises, ont pesé sur les créations d'emploi. En outre, le contexte international demeure incertain. Le ralentissement chinois, les récessions brésilienne et russe (doublée des embargos) ont pesé sur l'économie mondiale et donc sur la France.

En 2016, l'INSEE prévoit une très légère amélioration tant en termes de croissance qu'en termes d'emploi. Tout dépendra de l'investissement et de la capacité des entreprises françaises à regagner des parts de marché à l'exportation.

La Russie n'est pas sortie du tunnel

Contrairement aux espoirs de ses dirigeants, la Russie ne sortirait pas de la récession en 2016. Le PIB qui devrait reculer de 4 % cette année pourrait à nouveau se contracter de 0,3 % en 2016. La faiblesse des cours du pétrole et le ralentissement de la progression de la demande en énergies fossiles seraient responsables de la révision à la baisse des prévisions de la croissance. La diminution du PIB pourrait être plus importante encore si le pétrole ne remontait pas au cours de l'année 2016 autour des 50 dollars. Il semblerait que le Président Vladimir Poutine, conscient du problème, ait demandé au Gouvernement de revoir à

la baisse les prévisions de croissance considérant que le cours du pétrole pourrait rester beaucoup plus longtemps que prévu entre 30 et 40 dollars.

Une reprise de l'activité en Russie est également conditionnée à la diminution par la Banque centrale russe de son taux directeur qui est de 11 % actuellement. Cette dernière a indiqué qu'elle pourrait abaisser ce taux si l'inflation ralentissait. L'inflation reviendrait sous la barre de 10 % au premier trimestre 2016 selon l'enquête Reuters, contre un niveau de 13 % attendu en cette fin d'année.

LE COIN DE LA CONJONCTURE

2015, beaucoup d'espoirs et quelques déceptions !

Rappelez-vous ! Au début de l'année 2015, le fameux alignement des planètes devait nous ramener la croissance et l'emploi. 12 mois plus tard, force est de constater que les espoirs ont été, en partie, déçus.

La croissance, en France, devrait atteindre 1,1 % soit le meilleur taux enregistré depuis 2011. Si notre pays est sorti de la stagnation, il est loin d'avoir renoué avec une croissance forte et pérenne.

La croissance a été, en outre, très inégale d'un trimestre à un autre. Si l'année avait commencé à toute vitesse avec +0,7 % au 1^{er} trimestre, le deuxième a été marqué par une stagnation qui a fait l'effet d'une douche écossaise. Le second semestre a donné lieu à une très légère reprise avec à la clef +0,3 % au 3^{ème} trimestre et certainement +0,2 % au dernier trimestre. Cette croissance aura donc été insuffisante pour permettre le retournement de la courbe du chômage.

Qu'est ce qui a fonctionné et qu'est ce qui n'a pas fonctionné ?

Avec un contrechoc pétrolier, avec la chute de l'euro, avec des taux d'intérêt historiquement bas, avec un relâchement de la rigueur budgétaire, nous étions en droit d'espérer une reprise franche et massive. Quels sont les facteurs qui ont contrarié ces espoirs ?

Le contre-choc pétrolier, un effet réel mais moins important que prévu

La baisse des cours du pétrole a eu sans nul doute un effet sur la consommation mais moins fort que prévu. La facture pétrolière s'est allégée, depuis le début de l'année 2014, de 20 milliards d'euros et les ménages ont ainsi obtenu un gain en termes de pouvoir d'achat de 7 milliards d'euros. Sur les neuf premiers mois de l'année, la facture a été allégée pour la France de 12,5 milliards d'euros contribuant à la forte réduction du déficit commercial.

Pour remplir sa cuve de fioul de 2500 litres, un ménage a économisé près de 700 euros cette année et plus de 1 000 euros en deux ans. Un automobiliste moyen qui parcourt 15 000 kilomètres par an a réduit sa facture de gazole de 120 euros cette

année et de 300 euros en deux ans. Globalement, le ménage moyen français a gagné un treizième mois en deux ans grâce à la chute du prix du pétrole.

Mais, les ménages n'ont pas dépensé entièrement les gains obtenus sur leurs factures d'énergie. Ils en ont économisé une partie. L'augmentation du taux d'épargne au cours du 3^{ème} trimestre 2015 en est l'illustration. Il est passé de 15 à 15,5 % du revenu disponible brut. Par ailleurs, les dépenses de consommation sont certes reparties à la hausse mais de manière très saccadée. Elles sont en recul en octobre et en novembre. La progression sur un an n'est que de 1 %.

Au niveau de la production, le contrechoc pétrolier a eu moins d'effets qu'escompté car la France est moins industrialisée que lors du précédent contre-choc en 1986. L'industrie ne représente plus que 11,3 % de la valeur ajoutée (2013) contre 16,2 % en 1995 (chiffres INSEE). Le secteur de la chimie pour lequel le prix de l'énergie représente 20 % des coûts est le grand gagnant ; en revanche, le secteur pétrolier est pénalisé. L'amélioration du pouvoir d'achat des ménages s'est traduite par une croissance forte des importations, preuve que notre outil industriel ne peut pas répondre à un surcroît de la demande intérieure. Ce phénomène n'a rien de nouveau mais à tendance à s'amplifier.

La dépréciation de l'euro, l'effet le plus tangible du Quantitative Easing

La dépréciation de l'euro a joué un rôle positif mais elle a été contrebalancée par le recul du commerce international et par le manque de compétitivité des entreprises françaises. En un an, l'euro a perdu 10 % de sa valeur. Les exportations ont augmenté de la mi 2014 à la mi 2015 avant de se tasser. Du 3^{ème} trimestre 2014 au 4^{ème} trimestre 2015, les exportations françaises ont progressé de plus de 4 % mais elles ont diminué de 1,8 % sur le seul 3^{ème} trimestre. Le ralentissement chinois et celui des pays exportateurs de pétrole ont pesé sur nos exportations. Cette situation est également observée chez nos partenaires européens. Par ailleurs, les grandes économies mènent des politiques de changes assez agressives aboutissant à des remises en cause rapides des situations acquises au niveau de la compétitivité prix. La France est par ailleurs confrontée à la concurrence de pays ayant pratiqué des politiques de déflation salariale comme l'Espagne. Notre pays n'en finit pas de souffrir d'un positionnement trop bas de gamme pour pouvoir résister au dumping salarial. Le commerce extérieur n'a contribué favorablement à la croissance qu'au cours du 2^{ème} trimestre. Au 3^{ème} trimestre, son impact a été négatif de 0,7 point.

Le facteur « euro » devrait jouer un moindre rôle dans les prochains mois. Il est, en effet, peu probable que l'euro descende en-deçà de la parité avec le dollar. Il est même possible que la FED se batte pour le maintenir l'euro autour de 1,1 dollar.

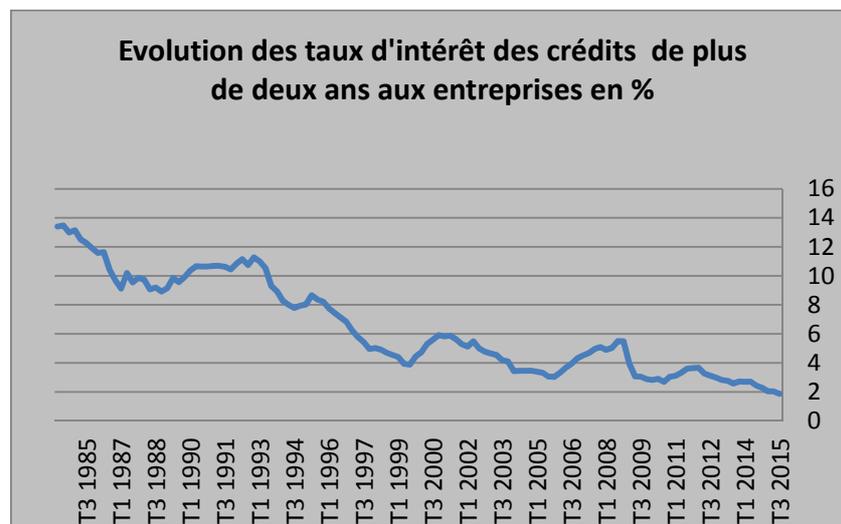
L'effet taux d'intérêt a déçu, la faute à la faiblesse des investissements

Les taux ont atteint avec le déclenchement du Quantitative Easing des niveaux historiquement bas. Les taux bas ont eu, pour le moment, peu d'effet sur l'investissement. Selon les derniers résultats publiés par l'INSEE, la Formation Brute de Capital après avoir baissé de 1,2 % en 2014 est globalement stable sur l'année 2015. Elle avait augmenté de 0,2 % au 1^{er} trimestre avant de reculer de 0,1 % au

2^{ème} trimestre et connaître une totale stagnation au 3^{ème} trimestre. Cette déception au niveau de l'investissement provient essentiellement de son recul pour les ménages. Durant les neuf premiers mois de l'année, l'investissement des ménages a été, en effet, constamment en recul. A défaut d'investir, les ménages ont profité de la baisse des taux pour renégocier leurs prêts mais pas pour acquérir des biens immobiliers.

Une bonne nouvelle est néanmoins à signaler ; après une longue période de stagnation, le crédit à la consommation a renoué avec la croissance au cours des derniers mois de l'année 2015.

Pour les entreprises, une légère reprise de l'investissement a été constatée au cours de l'année 2015 (+0,8 % au 1^{er} trimestre et +0,5 % pour les deux suivants) mais elle ne compense pas la contraction de ces dernières années. Les entreprises malgré le vieillissement de leurs équipements n'ont pas décidé de les renouveler car les excédents de capacités de production demeurent élevés. Nous sommes en face d'une tertiarisation de l'économie mondiale avec de ce fait une moindre progression de la demande industrielle.



Amélioration insuffisante des résultats des entreprises

Le CICE et le pacte de responsabilité ainsi que la baisse des prix de l'énergie ont contribué à une amélioration des résultats des entreprises. Leur taux de marge est passé de 29,7 % à 31,2 % du 4^{ème} trimestre 2014 au 3^{ème} trimestre 2015. Néanmoins, il reste très en-deçà de son niveau d'avant crise (33,5 % en 2007).

Plusieurs facteurs conjoncturels ont contrarié la croissance

La crise en Ukraine avec les embargos croisés entre l'Europe et la Russie ont pénalisé plusieurs secteurs d'activités dont, en particulier, ceux de l'agriculture et de l'industrie agro-alimentaire. L'impact sur la croissance française a été certainement de 0,1 point. Pour le moment, il est difficile d'apprécier les effets économiques des attentats. Une baisse de la fréquentation touristique sur Paris et une contraction passagère de la consommation sont attendues. Sur le dernier point, un rattrapage semble avoir eu lieu sur le mois de décembre.

Le ralentissement des pays émergents et de la Chine en premier lieu a eu un effet plus important que prévu pour les économies occidentales. La mondialisation a accru l'interdépendance des espaces économiques. Si la deuxième puissance économique mondiale qui est le premier pays industriel et le premier exportateur s'essouffle, cela a obligatoirement des incidences sur l'ensemble des autres économies. Les fortes récessions russe et brésilienne ont, par ailleurs, eu des conséquences en réduisant les exportations vers ces pays. Si les Etats-Unis ont maintenu un niveau correct de croissance, elle a été néanmoins inférieure à celle qui était attendue. De ce fait, la croissance de l'économie mondiale sera, en 2015, inférieure à 3 %. Elle devrait avoisiner 2,6/2,8 % ce qui peut expliquer également pourquoi elle a été moins forte que prévue en Europe.

Le climat a eu un double effet négatif en pénalisant le secteur de l'habillement et celui de l'énergie. Il en résulte une baisse de l'activité qui pèsera sur les résultats de la croissance du dernier trimestre.

Si la zone euro est sortie de la crise en 2014, il n'en demeure pas moins qu'elle reste marquée par la succession d'épreuves. L'absence de visibilité et de perspectives constituent autant d'entraves à l'amplification de la reprise.

Tout ce que nous ne souhaitons pour l'économie en 2016

Après une année 2015 mi figues-mi raisins, à quoi pouvons-nous nous attendre en 2016 ? Le début d'année est, en règle générale, consacré aux vœux. Pour conjurer le sort, essayons de faire la liste de ceux dont nous ne souhaitons pas pour 2016.

Une nouvelle crise financière

Certains prétendent que d'ici 2017 nous devrions être à nouveau confrontés à une crise financière de grande ampleur. Ce scénario au vu des fondamentaux n'est pas le plus probable. En effet, depuis la crise financière de 2008/2009, les taux d'endettement du secteur privé ont plutôt diminué. Aux Etats-Unis, la dette des ménages et des entreprises est passée de 140 à 125 du PIB de 2009 à 2015. En zone euro, la baisse est moins nette, la dette étant passée de 170 à 165 % du PIB. La dette publique est contenue même si elle reste à des niveaux très élevés dans de très nombreux pays. La valorisation des actions n'est pas excessive et les prix de l'immobilier sont, en règle générale, plus faibles qu'avant la crise.

Plusieurs facteurs pourraient néanmoins contribuer à déstabiliser la sphère financière. Les Quantitative Easing ont conduit à l'accroissement des flux de capitaux qui peuvent entrer et sortir sur les différentes classes d'actifs. Ces entrées et sorties peuvent conduire à des amples fluctuations. En 2015, plusieurs pays émergents ont été victimes d'importantes sorties de capitaux qui ont eu des conséquences non négligeables : dépréciation de la monnaie, inflation, hausse des taux...

Avec les rachats d'actifs par les banques, la liquidité de marché est devenue plus faible. En cas de mouvements rapides de capitaux, les fluctuations seront, de ce fait,

plus importantes, les banques ne pouvant pas jouer le rôle d'amortisseur. Cela accroît la volatilité des places financières.

Par ailleurs, avec la remontée des taux, une crise obligataire pourrait survenir mais compte tenu du programme d'augmentation prévu par la FED, le risque est en l'état faible. Certains soulignent que plusieurs pays émergents sont fragilisés en raison de la baisse des cours des matières premières et de l'énergie ainsi que par la hausse des taux d'intérêt américains. Ils craignent la réédition d'une crise sur le modèle de celle que nous avons connue en 1997.

Un problème en zone euro, lié à un retour du dossier grec sur le devant de la scène, pourrait également générer des turbulences sur les taux mais a priori, ce foyer de risques est, pour le moment, circonscrit.

Une récession mondiale

Plusieurs grands pays sont déjà en récession comme le Brésil, la Russie ou le Canada. Plusieurs autres grandes économies sont en phase de ralentissement ou de stagnation dont la Chine et le Japon. Des pays producteurs de pétrole mais aussi des pays exportateurs de matières premières connaissent des difficultés.

Les Etats-Unis ne peuvent pas à eux-seuls faire le bonheur de l'économie mondiale d'autant plus que leur croissance enregistre des sautes d'humeur. L'appréciation du dollar et le désinvestissement dans le secteur pétrolier nuisent à l'expansion de l'activité outre-Atlantique. La fin, toute relative, de la politique monétaire accommodante pourrait également contribuer à ralentir l'économie américaine dans les prochains mois. Certains experts estiment que les Etats-Unis sont déjà en fin de cycle de croissance et que cette dernière serait vouée à s'affadir en 2017 voire en 2016.

Par accumulation de mauvaises nouvelles, les effets récessifs pourraient se généraliser et frapper l'ensemble de l'économie mondiale avec comme constante une disparition des gains de productivité du fait de la tertiarisation de l'économie.

Ce scénario est peu probable. Les grandes organisations économiques internationales comme le FMI ou l'OCDE attendent une accélération de la croissance avec le redémarrage lent mais progressif de la zone euro ainsi que celui de la Chine. L'économie américaine dispose de réserves avec une possible amélioration du taux d'activité. L'Europe pourrait enfin renouer avec une croissance plus dynamique dans les prochains mois.

L'éclatement de l'Europe avec le retour des séparatismes

Depuis la Seconde Guerre Mondiale, l'Europe, voulant tourner la page des heures terribles du fascisme, du protectionnisme, a institué un modèle particulier d'intégration qui a été copié par de nombreux autres groupes d'Etat. L'intégration européenne est de loin la plus accomplie avec l'instauration de la monnaie unique en 1999 et l'existence d'un marché unique structuré. Depuis la crise de 2008/2009, les mouvements extrémistes anti-européens ont le vent en poupe. Les institutions

européennes transformées en bouc émissaires sont rejetées par une part croissante de la population. L'idée d'une sortie de la zone euro ou de l'Union européenne n'est plus taboue. En 1989, être membre de l'Union européenne est une forme de modernité et de gage de réussite ; en 2015, l'Europe ne fait malheureusement plus rêver à défaut d'avoir pu renouveler son discours.

Si en 2015, la Grèce a été maintenue au sein de la zone euro, en 2016, la question de la sortie éventuelle du Royaume-Uni sera au cœur de l'actualité. En effet, David Cameron a prévu l'organisation d'un référendum sur le sujet. Il espère entre temps négocier un accord avec les Européens aboutissant à réduire le montant de la contribution budgétaire britannique et à limiter les pouvoirs de la Commission de Bruxelles. Il souhaiterait avoir une plus grande marge de manœuvre dans l'application des directives. La Commission de Bruxelles ne peut guère accepter une Europe à la carte. Par effet de contagion, les autres Etats pourraient être tentés de multiplier les revendications. Il y a un risque évident de détricotage de l'Union européenne. Un compromis devra être néanmoins trouvé faute de quoi pour la première fois depuis la création de l'Union européenne en 1957 un Etat membre en sortirait. Le Royaume-Uni serait la première victime de cette sortie. Une diminution de 2 à 3 points du PIB est attendue. Certes, le Royaume-Uni pourrait se rattacher à l'Association Européenne de Libre Echange (AELE) afin de bénéficier d'un régime douanier favorable avec les Etats membres de l'Union. Il serait également contraint de négocier des accords et des traités pour éviter un isolement de la place financière de Londres.

Le départ du Royaume-Uni serait un précédent lourd de sens qui handicaperait l'Europe tant sur le plan économique que sur le plan politique.

La fin des Etats nations

Arrivons-nous à la fin de l'ère des grandes nations ? Avec la mondialisation, les revendications régionalistes se font de plus en plus pressantes. A défaut de remettre en cause le système économique mondial, les Etats sont remis en cause. En Afrique et en Europe, les tendances irrédentistes se multiplient.

Si en 2015, l'Ecosse a décidé de rester dans le Royaume-Uni, en 2016, la question pourrait rebondir en cas de départ du Royaume-Uni de l'Union européenne. En effet, l'Ecosse voire le Pays de Galles ont plus à perdre que l'Angleterre d'une sortie de l'Union. Leurs échanges avec le vieux continent sont importants. Ils n'auraient rien à gagner d'un splendide isolement. Compte tenu des résultats aux dernières élections aux Communes qui ont vu le parti indépendantiste l'emporter en Ecosse, la tenue d'un nouveau référendum pourrait alors redevenir d'actualité.

L'Espagne qui depuis 2014 enregistre une forte croissance après une longue et dure récession est en proie à des problèmes politique majeurs. Le pays doit faire face à une demande sécessionniste de la part de la Catalogne où les indépendantistes ont gagné les élections régionales. Ils ont demandé l'organisation d'un référendum à Madrid qui pour le moment en récuse l'idée.

La France rejoint, avec la Corse, le club des pays confrontés à des demandes de séparatisme même si les autonomistes et les indépendantistes qui ont gagné les dernières élections régionales se sont engagés à ne pas mettre à l'ordre du jour la question de l'indépendance durant les deux prochaines années. Il n'en demeure pas moins que leur objectif est de dessiner les voies et moyens leur permettant d'y accéder à terme.

A cette liste, il pourrait être ajouté la Belgique et quelques pays d'Europe centrale qui font l'objet également de demandes de la part de certains mouvements régionalistes.

Une atomisation de l'Europe et le retour des principautés du 19^{ème} siècle est une source d'inquiétude et la matérialisation de la faiblesse des Etats traditionnels. Les crises économiques avec à la clef la montée du populisme mais aussi l'exigence légitime d'une plus grande transparence démocratique contribuent à la remise en cause des Etats nations.

Les indépendantistes demandent rarement la sortie de l'Union. Bien au contraire, l'émancipation de l'Etat central s'accompagne souvent d'une demande de constitution d'une Europe fédérale.

Un nouveau choc pétrolier

Le principal risque géostratégique qui pèsera une fois de plus sur la conjoncture est liée à Daech et à Al Qaida. Un élargissement des zones de conflit au sein des pays du Golfe ou en Afrique pourrait évidemment avoir des incidences économiques avec à la clef une forte augmentation du prix du pétrole.

La menace terroriste

La multiplication d'actes terroristes aurait comme conséquence une diminution du tourisme, des échanges et donc des transports aériens. Cela aurait donc une incidence sur un grand nombre de pays dont la France.

La multiplication des catastrophes environnementales

2015 aura été marquée par la réunion de Paris sur le climat, la COP21 et par les nuages de pollution en Chine mais aussi en Iran. La mondialisation de la pollution devrait être encore un thème malheureusement porteur en 2016. La survenue de catastrophes environnementales n'est pas totalement prévisible. Du fait de la concentration croissante de la population en milieu urbain et à proximité des côtes, il est certain que les catastrophes naturelles seront de plus en plus coûteuses.

Espérons échapper à toutes ces menaces....

LE COIN DES TENDANCES

Les « digital native » et les « streaming native » ont pris le pouvoir

Quand la vidéo remplace le texte

Les « digital native » imposent leurs vues car ils sont le cœur de la société. Ils sont leader et prescripteurs en ce qui concerne le marketing. Les entreprises s'arrachent les spécialistes du Net. Tout va évidemment très vite avec le digital. Pour autant, la génération numérique qui est née avec Internet appartient déjà au passé. Les nouveaux patrons, c'est la génération « streaming native », celle qui a grandi avec la diffusion de contenus « vidéo » sur Internet, en particulier sur Youtube.

Nous assistons à une forte progression de consommation de vidéos sur Internet qui risque de supplanter la lecture de textes. Nous sommes certainement à un point de bascule. En 2011, environ 30 heures de vidéo ont été téléchargées sur YouTube chaque minute, en 2015 la quantité de vidéo est de plus de 300 heures/minute (étude Ericsson 2015).

9 % des 30-34 ont regardé en 2015 plus de 3 heures de vidéos par jour sur Youtube, ce taux était de moins de 5 % un an plus tôt. 20 % des 16-19 ans ont regardé toujours en 2015 plus de 3 heures de vidéos par jour sur Youtube. Aux Etats-Unis, ce taux est de 38 %. Dans la même catégorie d'âge, 16 % passent plus de trois heures par jour dans le streaming de la musique. La vidéo sur le net remplace la télévision qui est en chute libre chez les ados et la lecture. La génération « streaming native » regarde la vidéo de plus en plus sur les Smartphone et sur les tablettes. Le recours à l'ordinateur baisse assez rapidement. L'ordinateur appartient au passé. Instrument de travail démodé, il essentiellement utilisé par les parents ou les grands parents...

Les réseaux sociaux ont redonné vie au concept de partage

L'étude d'Ericsson souligne que le lien "en réseau" devient « un mode de vie » chez les internautes. « L'économie de partage » est considérée comme une déclinaison des réseaux. Le recours aux plateformes collaboratives, aux sites d'échanges est naturel pour les internautes de moins de 30 ans.

Les souhaits des « streaming native » pour demain et après demain

Le recours à des hologrammes, la possibilité de passer à des images 3D, la multiplication des objets connectés pour résoudre les problèmes de la vie courante sont les souhaits des « streaming native ». La moitié des utilisateurs de smartphones interrogés veulent un selfie en 3D pour l'utiliser comme avatar pour essayer des vêtements en ligne, d'autres souhaitent des jeux sur smartphones en « 360 ».

A quoi pensent les designers de la sphère du virtuel

Internet, c'est tout à la fois une question de technique mais aussi une question de modes. D'année en année, les sites se professionnalisent et intègrent de plus en plus d'application. La frontière entre les applications mobiles, les sites classiques et les blogs disparaissent. La logique des écrans tactiles s'est imposée et devrait encore être au cœur des développements des sites en 2016. De ce fait, la dictature du simple, de la rapidité et de la mobilité sera toujours présente avec néanmoins quelques nuances.

Le style des sites se minimalise. Les designers simplifient les pages avec comme principe un message, une application par page. L'époque des pages contenant une multitude d'informations, une accumulation d'articles, de vidéos... semble révolue. Les moteurs de recherches et les cookies ont pour mission de comprendre aux mieux les attentes des Internautes et de les orienter en douceur.

Les pages avec un long scrolling vertical seront toujours à la mode. Le scrolling est plus confortable que la recherche des rubriques à partir du menu car il demande moins de manipulations. Les menus disparaissent au profit d'un défilement le long de la page. Les entreprises tentent de diriger de plus en plus finement les Internautes.

Les sites Internet doivent être réalisés en vue d'une transposition automatique sur smartphone ou sur tablette. Les sites utilisent de plus en plus la navigation verticale, avec le recours à des menus Flyout/slideout fréquemment utilisés pour les applications mobiles.

Les caractères se font plus importants afin de retenir l'attention des internautes. Toujours afin de mieux coller l'exigence de mobilité, les vitesses de chargement des sites doivent être rapides.

Les images, les photos étaient souvent le parent pauvre des sites. Depuis quelques années, les photos doivent être de qualité. Le recours à des photos d'artiste est de plus en plus fréquent. Les photos et les images sont des porte-paroles des entreprises. Le recours à la vidéo pour expliquer ou pour commenter des informations, des données est de plus en plus fréquent. Il faut mettre en situation les biens et les prestations de services.

La communautarisation reste évidemment d'actualité. Il est de plus en plus important d'intégrer les pages commerciales sur les réseaux. Le site Internet est de plus en plus en concurrence avec les réseaux pour entrer en contact avec une marque. Les plateformes collaboratives habituent les internautes à réaliser des opérations commerciales en-dehors des sites marchands classiques. Quand Apple ou Facebook deviendront des grandes surfaces, les pages commerciales de ces plateformes seront des boutiques.

AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

Samedi 26 décembre

Au **Japon**, sera publiée la **production industrielle** du mois de novembre.

Dimanche 27 décembre

Pour le **Japon**, seront publiés **les résultats de la production industrielle, des ventes de détail et du commerce de détail** pour le mois de novembre.

Mardi 29 janvier

En **France**, il faudra suivre **les résultats de la construction de logements** pour le mois de novembre.

En **Espagne**, sera communiqué **le résultat des ventes de détail** du mois de novembre.

En **Italie**, il faudra suivre la publication de **l'indice de confiance des consommateurs** et **celui des entreprises**.

Aux **Etats-Unis**, seront **communiqués l'indice Redbook** et **l'indice relatif à la confiance des consommateurs** du mois de décembre.

Mercredi 30 décembre

Aux **Etats-Unis**, il faudra regarder **les promesses de ventes des maisons** du mois de novembre.

Jeudi 31 décembre

Aux **Etats-Unis** sera publié **l'indice des directeurs d'achat PMI de Chicago** du mois de décembre.

Vendredi 1^{er} janvier

Les **Pays-Bas** prennent la **présidence du Conseil européen pour six mois**.

La **Chine** prend la **présidence du G20 pour un an**.

En **France**, sera publié **le résultat des immatriculations de voitures** pour le mois de décembre.

En **Chine**, seront rendus publics **les indices PMI non manufacturier et PMI manufacturier** du mois de décembre.

La Lettre Economique est une publication de Lorello Ecodata

Comité de rédaction : Philippe Crevel, Sarah Le Gouez et Christopher Anderson
Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.

Sites Internet : www.lorello.fr

Pour ton contact et correspondance

- Par téléphone : 06 03 84 70 36
- Par email : phcrevel@lorello.fr
- Adresse : LORELLO ECODATA – 7, rue Falguière – 75015 Paris

Abonnement : à adresser à phcrevel@lorello.fr

Je m'abonne à La Lettre Eco de Lorello Ecodata pour un an : 52 numéros de la lettre

Un lecteur : 750 euros TTC

De 2 à 10 lecteurs : 1 300 euros TTC

Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement

Pour garantir une mise en place rapide de votre abonnement, nous vous demandons de bien vouloir compléter l'ensemble des informations demandées.

Adresse de facturation

Nom -----
Prénom -----
Fonction: -----
Organisme: -----
Adresse: -----

Code Postal -----Ville -----
Pays
Tél.: -----
E-mail:-----

Mode de paiement

Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA

Virement bancaire

SARL LORELLO ECODATA

IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627 / BIC : BNPAFRPPNIC